

Daniel Bensaïd

Résolution sur la situation internationale

« Nouvel ordre » ou instabilité mondiale ?

Un tournant dans l'histoire mondiale

L'effondrement des régimes bureaucratiques d'Europe orientale, l'ébranlement en profondeur de la bureaucratie soviétique, la réunification de l'Allemagne, la guerre du Golfe marquent un tournant majeur dans l'histoire mondiale. Ainsi prend fin le contexte qui a prévalu depuis la Seconde Guerre mondiale. La fin de cette période signifie l'ouverture d'une phase d'instabilité générale, en particulier dans les régions où les deux puissances dominantes s'équilibraient dans une certaine mesure : Moyen-Orient, sous-continent indien, Asie du Sud-Est.

La réduction de l'Union soviétique au rang de puissance régionale peut d'autre part exacerber les tensions interimpérialistes en vue de s'assurer le leadership international. Non seulement dans les zones traditionnellement considérées comme leurs zones d'influence, mais désormais à l'échelle planétaire, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon vont se sentir les mains libres pour établir une domination néocoloniale.

Par un développement impétueux des forces productives, fût-ce au prix de l'appauvrissement croissant du tiers-monde dans la dernière décennie, le capitalisme a exacerbé les contradictions des économies fermées et bureaucratiquement planifiées et ruiné les espérances de « rattrapage et dépassement » des sociétés occidentales annoncées naguère par Khrouchtchev. L'effondrement des régimes bureaucratiques sous l'effet du réveil des travailleurs et des peuples

de ces pays, mais aussi de la pression du marché mondial, tourne dans un premier temps à l'avantage de l'impérialisme : le renversement des dictatures est une victoire des opprimés, mais l'affirmation des tendances à la restauration capitaliste est une défaite des intérêts historiques des exploités. Cette victoire n'offre cependant pas de réelle issue à l'onde longue de stagnation et de crise économique inaugurée au milieu des années soixante-dix. Le capital devrait reconquérir pour cela de nouveaux espaces et marchés d'une dimension plus importante que la seule Europe orientale, alors qu'à cette seule échelle, il se heurte déjà à de considérables obstacles.

L'existence des dictatures bureaucratiques d'Europe de l'Est constituait pour le capitalisme le plus sûr repoussoir aux aspirations socialistes dans les pays développés. Leur écroulement ouvre donc de nouvelles perspectives. L'époque où le mouvement ouvrier international se déterminait en fonction de la victoire et de la dégénérescence de la Révolution russe s'achève. Si la Révolution russe, en tant qu'expérience fondatrice, constitue toujours un apport historique et programmatique nécessaire à un projet de transformation socialiste authentique, elle ne représente plus la référence stratégique centrale en fonction de laquelle se définissent les révolutionnaires du monde entier.

Le programme de fondation de la IV^e Internationale synthétisait l'expérience bolchevique de la Révolution russe et celle de la lutte contre la dégénérescence stalinienne de la première révolution socialiste victorieuse. Cet acquis demeure nécessaire, mais il n'est plus suffisant. L'échec de l'économie de commandement bureaucratique, les leçons des luttes révolutionnaires récentes, de la Pologne de 1981 au Nicaragua sandiniste, la puissance des aspirations démocratiques à l'échelle planétaire, permettent de

dégager les traits du programme à mettre en œuvre pour rendre au projet socialiste attrait et crédibilité au seuil du XXI^e siècle.

La volonté de décider en toute connaissance de cause de son destin devient l'élément marquant, commun aux mouvements populaires, aussi bien à l'Est que dans les métropoles impérialistes ou dans les pays dépendants. La perspective d'une démocratie qui ne se limite pas au droit de vote et au jeu parlementaire, qui réunisse citoyen et producteur, pleine participation aux décisions et plein contrôle sur leur application, traduit l'évolution de sociétés où la démocratie la plus large apparaît non seulement comme une condition de la justice, mais aussi de l'efficacité économique. Des sociétés de plus en plus complexes ne peuvent être gérées par un système de centralisation économique et de monopole de l'information réduisant la démocratie au seul domaine politique. L'autogestion généralisée s'affirme comme l'alternative socialiste au stalinisme. Conçue non comme simple gestion en miettes d'unités de productions indifférentes les unes aux autres, mais comme mode de régulation globale et décentralisée, cette perspective est seule à même d'offrir une réponse aussi bien à la dictature du marché qu'à celle de la bureaucratie. Le programme révolutionnaire de notre époque sera la synthèse de nouvelles expériences des exploités et des opprimés à l'échelle internationale. La IV^e Internationale inscrit sa part d'expérience, de continuité théorique et politique maintenue dans cette lutte.

Le cadre général

En 1989, après des décennies de répression et de paralysie, les masses de cette région faisaient soudainement irruption sur la scène de l'histoire. Pourtant, l'année 1990 a vu l'impérialisme s'engouffrer dans la brèche, marquer

des points en Europe orientale, et remporter un succès éclatant avec l'absorption de la RDA par la RFA. L'impérialisme américain a mis à profit l'affaiblissement de la bureaucratie soviétique et sa coopération ouverte pour intervenir massivement dans le golfe arabo-persique afin d'imposer sa conception du nouvel ordre mondial. Ces développements contradictoires entraînent des changements qui avaient commencé bien avant les bouleversements à l'Est de l'Europe.

● Depuis le milieu des années soixante-dix, l'écart entre la productivité du travail, les capacités d'innovation économique et de reproduction sociale élargie, en URSS et dans les pays de l'Est d'une part, dans les métropoles impérialistes de l'autre, s'est accentué à l'avantage des seconds. La faillite des économies bureaucratiquement planifiées d'Europe de l'Est est l'aboutissement d'une crise structurelle : dès l'achèvement de la phase d'accumulation intensive, ce système n'a pu rivaliser avec les pays impérialistes en termes de productivité ; depuis le milieu des années soixante-dix, au lieu de se réduire, l'écart s'est à nouveau creusé à l'avantage des métropoles impérialistes.

● Dans ces métropoles, sans subir de défaite historique, le mouvement ouvrier a souffert de défaites partielles suffisantes pour permettre à la bourgeoisie de reprendre l'initiative.

● Aux yeux de millions de travailleurs, la banqueroute du stalinisme porte atteinte à la crédibilité du projet communiste en tant que projet d'une société sans classe et que stratégie révolutionnaire pour y parvenir.

● La social-démocratie a également fait faillite dans sa prétention à assurer une transformation réformiste radicale de la société, portant atteinte à la crédibilité du projet socialiste même.

L'unification impérialiste de l'Allemagne, l'échec électoral du Front sandiniste et l'évolution de la situation en Amérique centrale, les négociations sur l'Afrique australe, les menaces sur Cuba, la marginalisation des options socialistes indépendantes dans les premières élections d'Europe de l'Est, la faible activité du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et au Japon, sa situation défensive en Europe occidentale illustrent cette dégradation des rapports de forces. Sur plusieurs fronts de la lutte de classe internationale, les mouvements révolutionnaires sont réduits à la défensive.

Pourtant, rien n'est consolidé ni stabilisé.

La crise de direction impérialiste n'est pas résolue. Le projet de restauration capitaliste dans les pays d'Europe de l'Est, en URSS, ou en Chine, se heurte à des obstacles économiques, sociaux, politiques considérables. L'onde longue de stagnation économique commencée au début des années soixante-dix n'est pas dépassée ni maîtrisée. La détérioration de la situation dans les pays dépendants met à l'ordre du jour des explosions sociales.

C'est donc l'instabilité mondiale, et non un nouvel ordre mondial, qui est bel et bien à l'ordre du jour. Elle annonce des affrontements majeurs dont l'issue dépend de la capacité du mouvement ouvrier à reconquérir son indépendance envers la bourgeoisie et la bureaucratie, à se réorganiser, à définir un projet tirant les leçons des grandes faillites de ce siècle. Mais l'impasse des politiques réformistes dans les pays capitalistes et la faillite du système bureaucratique aboutissent à une mise en doute de tout projet socialiste. Cette perte de crédibilité n'empêche pas les explosions sociales, les luttes de résistance, les grandes mobilisations démocratiques, mais elle freine la cristallisation de cette énergie sociale autour d'un nouveau pro-

jet révolutionnaire de transformation sociale et pèse sur la formation de la conscience de classe.

La guerre du Golfe, concentré des tendances et des contradictions de la nouvelle situation

Pour la première fois depuis la guerre du Vietnam, l'impérialisme américain a pris le risque d'une intervention militaire massive. Il a bénéficié pour cela du soutien actif des autres puissances impérialistes, de la couverture des institutions internationales, de l'appui de classes dirigeantes arabes, et pour la première fois en pareil cas d'une collaboration directe des bureaucraties soviétiques et chinoises.

Pour l'impérialisme, les enjeux de cette épreuve de force sont multiples. Il s'agit :

● d'assurer un contrôle renforcé sur les sources d'approvisionnement pétrolier et de protéger des États dont la fonction de recyclage direct des pétrodollars dans les économies impérialistes est plus que jamais nécessaire, notamment en rapport avec les besoins de financement du déficit budgétaire américain et des investissements requis par une restauration du capitalisme en Europe de l'Est ;

● de réorganiser le dispositif militaire impérialiste, de lui donner une nouvelle légitimité, et de le réorienter en direction des pays dépendants ;

● d'écraser dans l'œuf les luttes de libération populaire, ou même les velléités de résistance populiste ou nationaliste de bourgeoisies du tiers-monde tentées de tirer parti de la réorganisation mondiale pour étendre leur influence régionale au détriment des intérêts impérialistes ;

● enfin et surtout de contrebalancer par sa suprématie militaire son déclin économique face aux concurrents japonais et allemands, exigeant

d'eux et de ses partenaires pétroliers du Golfe, le financement de son effort militaire, celui de ses supplétifs du tiers-monde ainsi que des avantages commerciaux.

Cette opération ne va pas sans risques pour l'impérialisme lui-même et peut déboucher sur un embrasement régional à prolongements planétaires.

Si elle ne constitue pas la cause d'une nouvelle récession dont les indices étaient déjà perceptibles au préalable tant aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne, la crise du Golfe met néanmoins en évidence les fragilités structurelles de l'économie mondiale et dément catégoriquement les proclamations triomphalistes sur «la sortie de la crise». La guerre risque d'embraser la région entière sans offrir de solution rapide et globale.

Une guerre prolongée affaiblirait économiquement les puissances les plus engagées, diviserait le front belliciste et aviverait les rivalités entre les impérialismes dominants à la recherche d'un nouveau leadership. Les conséquences de la guerre du Golfe et des efforts pour imposer un nouvel ordre mondial peuvent déclencher une nouvelle vague de luttes anti-impérialistes dans les pays dépendants. Aux Etats-Unis et dans de nombreux pays de la coalition, les premières mobilisations contre la guerre et pour le retrait des troupes ont démontré les possibilités d'un puissant mouvement antiguerre.

Transformation et décomposition des régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est

1. La chute des dictatures bureaucratiques en Europe orientale et les convulsions du régime soviétique constituent l'événement politique majeur depuis la Seconde Guerre mondiale et la révolution chinoise. La crise

généralisée du système bureaucratique n'a épargné aucun des pays concernés, soulignant sa faillite historique.

Les soulèvements populaires de RDA, Tchécoslovaquie, Roumanie, exprimant les aspirations démocratiques et le rejet d'un système fondé sur les privilèges et l'oppression, ont libéré une formidable énergie sociale. En ce sens, il s'est agi d'un début de révolution antibureaucratique.

Cherchant à répondre par des réformes au blocage de la société soviétique et aux risques d'explosions sociales annoncés en Pologne, la politique de Gorbatchev est restée au milieu du gué. Les racines sociales de la crise de domination bureaucratique et des tentatives de réformes résident dans l'antagonisme qui oppose bureaucratie et prolétariat au sein de sociétés qui se sont transformées. La gestion bureaucratique, qui exprime la forme prise par l'exploitation spécifique au sein de ces sociétés, entre en contradiction avec le développement culturel, technique, social, et met à l'ordre du jour une tentative de restructuration du mode de domination.

Nulle part cependant, elle n'a pu offrir un débouché attractif aux aspirations populaires à vivre mieux, qui se sont exprimées de façon de plus en plus indépendante. Sa tentative de devancer la crise politique et sociale par une réforme politique précédant la réforme économique, l'espace ouvert à une reconstitution de l'opinion publique et à des formes d'organisation politique indépendante, le désengagement soviétique qui a fait balayer la peur d'une intervention militaire, ont contribué à précipiter l'explosion.

Un équilibre international est rompu, sans qu'un nouvel équilibre soit en vue. Ce n'est pas une crise des seuls pays de l'Est mais une crise des rapports globaux instaurés à la fin de la

guerre qui commence, pouvant déboucher sur des crises nationales et sociales profondes. La relance de la politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme s'est soldée par une négociation globale sur les conflits dits régionaux, au détriment des forces révolutionnaires.

2. Ces bouleversements nourrissent d'ores et déjà des évolutions au sein du mouvement ouvrier international.

La social-démocratie tire provisoirement parti du rôle de repoussoir joué par les dictatures bureaucratiques. Elle tend à apparaître comme garante d'une «troisième voie», celle d'un capitalisme démocratique et tempéré.

La crise du «mouvement communiste international» atteint un point critique. La base sociale des partis communistes traditionnels a subi une érosion. Leurs liens avec la bureaucratie soviétique se sont distendus et sont passés par bien des crises.

Un éventail largement ouvert d'organisations et courants, qui ont leur histoire et leur expérience propre, cherche une voie politique indépendante du stalinisme et de la social-démocratie : condamnation de la répression de Tien An Men, accueil positif à la chute du Mur de Berlin, soutien critique à la révolution cubaine, position indissociablement anti-impérialiste et antibureaucratique.

Les cristallisations positives de cette recomposition restent dans l'immédiat minoritaires et dispersées. L'apparition d'une opposition socialiste et internationaliste dans les pays de l'Est pourrait leur donner un nouveau souffle.

3. Le stalinisme n'a pas été un simple détour par rapport à une voie préétablie de l'histoire, ni une simple parenthèse qui se refermerait. Ses monstruosité pèsent de tout leur poids et ses fantômes hantent le présent. Le projet de libé-

ration socialiste en sort chargé d'hypothèques, les mots même n'ont plus le même sens ni les mêmes promesses qu'au début du siècle pour l'écrasante majorité des travailleurs. Les peuples qui rejettent massivement le stalinisme ne se mobilisent pas seulement contre la dictature totalitaire et pour les libertés démocratiques. Ils expriment aussi le sentiment d'un échec économique et social, en ne voyant du capitalisme que les performances réalisées dans les principales métropoles impérialistes. Nous n'avons pas fini d'en payer le prix. La mémoire et l'espoir sont à reconstruire.

La révolution politique commence par des revendications démocratiques (élections libres, multipartisme, indépendance syndicale, liberté d'expression, autodétermination des nationalités) communes aux forces qui luttent pour la démocratie socialiste et à celles qui veulent la restauration capitaliste. Les deux voies se différencient pourtant, non seulement quant au contenu social de la lutte, mais quant à la conception même de la démocratie.

a. Le renversement de la chape bureaucratique libère des courants contradictoires. Les expériences accumulées, des soulèvements de Pologne et Hongrie de 1956 au congrès de Solidarnosc en 1981, en passant par la Tchécoslovaquie en 1968, permettaient de penser que la base sociale de la propriété étatisée favoriserait une dynamique d'autogestion et de démocratie socialiste contre la logique de restauration capitaliste.

b. Cette espérance n'est pas confirmée par l'évolution actuelle. Dans la majorité des cas (à l'exception de la Pologne et des mouvements grévistes en URSS), les travailleurs se sont mobilisés en tant que citoyens autour des revendications de démocratie politique et non comme mouvement ouvrier indépendant. Les formes d'auto-

organisation sont restées beaucoup plus embryonnaires que celles apparues en 1956 avec les conseils ouvriers hongrois ou celles exprimées à travers le congrès de Solidarnosc en 1981. Les noyaux d'un mouvement socialiste antibureaucratique, tels qu'ils étaient apparus en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie, ont été désarticulés par la répression bureaucratique. La situation est aujourd'hui marquée par la marginalité des courants révolutionnaires et la faiblesse de courants socialistes ou même classistes.

c. Alors que la grève de masse d'août 1980 et la constitution de Solidarité avaient ouvert la voie des mouvements antibureaucratiques de masse, l'isolement relatif des travailleurs polonais et leur désarmement politique ont permis à la bureaucratie de leur infliger, par l'état d'urgence, une défaite partielle, insuffisante pour écraser le mouvement social, mais suffisante pour l'atomiser, briser sa dynamique et peser sur l'évolution politique des oppositions dans l'ensemble des pays de l'Est

d. Les revendications nationales et démocratiques des nationalités font partie intégrante de la révolte antibureaucratique. Elles expriment les droits légitimes de peuples soumis à des siècles d'oppression. Mais leur dynamique actuelle témoigne de l'incapacité du mouvement ouvrier à incarner une solution d'ensemble et à ouvrir une issue socialiste et internationaliste à la crise que traversent ces pays.

e. Les courants favorables à une restauration de l'économie capitaliste, malgré leur hétérogénéité, sont pour l'heure à l'initiative. L'évolution entre le Solidarnosc qui organisait les grèves et le gouvernement soutenu par Solidarnosc qui s'y oppose, la trajectoire de courants politiques comme le Kor, le résultat des élections en RDA, sont autant d'indices du changement de situation.

4. La situation qui se développe depuis 1989 en Europe orientale trouve son origine dans la crise structurelle des sociétés dominées par la bureaucratie, mais aussi dans la conjoncture internationale des années quatre-vingt. Le système mis en place par la bureaucratie s'est montré incapable de soutenir durablement la compétition avec les métropoles capitalistes sur le terrain du développement des forces productives. La gabe-gie économie y est apparue comme le produit direct du pouvoir bureaucratique. À partir des revendications démocratiques (élections libres, multipartisme, indépendance syndicale, liberté d'expression, autodétermination des nationalités), des logiques divergentes s'expriment quant à la solution d'ensemble : démocratie socialiste ou intégration dans le giron du capitalisme occidental. Cette différenciation rejaillit sur la conception même de la démocratie : soit l'extension du pouvoir des citoyens producteurs à tous les domaines dans le cadre d'un système d'autogestion généralisée, soit sa limitation à un parlementarisme calqué sur les institutions bourgeoises de l'Ouest, livrant le champ social aux appétits des forces capitalistes et des mafias issues de la bureaucratie.

Lors des expériences passées, des soulèvements de Pologne et Hongrie en 1956 à la constitution de Solidarnosc en 1980, en passant par le printemps de Prague, se manifestaient une dynamique d'auto-organisation et l'émergence partielle de solutions socialistes. Les revendications d'autonomie de gestion des entreprises et de réformes marchandes s'inséraient dans une aspiration confuse à un socialisme autogestionnaire. Aujourd'hui, devant la débâcle économique et le dynamisme du capitalisme occidental, elles débouchent sur les illusions dans les vertus du marché. Cependant, le développement inégal et combiné du capitalisme sur le plan international va démontrer l'impossibilité pour

l'Europe de l'Est de rejoindre le niveau de développement de l'Ouest. Ces pays peuvent espérer au mieux un développement relatif et dépendant, au prix d'un chômage massif et d'un accroissement rapide des inégalités sociales.

La crise spécifique des régimes bureaucratiques

1. Il serait faux de voir rétrospectivement le développement de l'URSS à travers l'image des années dites de « stagnation » de la fin de l'ère Brejnev. Les années Staline furent celles d'une mutation colossale, bien que réalisée sous le joug de la dictature bureaucratique. Cette mutation fut marquée dès l'origine par les déformations de l'édification socialiste « dans un seul pays ». Sous le fouet de la bureaucratie, elle a reproduit en un temps accéléré les affres de l'accumulation primitive. Le caractère autoritaire et bureaucratique de la planification, comme de ses tentatives de réformes, a toujours été un frein relatif au développement des forces productives et surtout a maximisé leur coût social. Il a cependant permis pendant un temps un développement rapide des forces productives, une croissance économique extensive, et la consolidation sur cette base du règne de la bureaucratie.

2. Après la première phase d'accumulation et d'industrialisation lourde, la diversification de la production, l'amélioration de la distribution et de la consommation prennent une importance croissante. Le conservatisme bureaucratique, l'absence de démocratie et la logique de la construction du socialisme dans un seul pays ou un seul camp font obstacle à l'application généralisée des nouvelles innovations technologiques. Le freinage tend alors à un point de blocage. À partir du milieu des années soixante-dix, les taux de croissance

déclinent spectaculairement dans l'ensemble des économies planifiées, parallèlement à la crise des pays impérialistes. La chute des prix des matières premières aggrave la situation. Alors que les crédits faciles des années soixante-dix avaient contribué, le temps d'un quinquennat, au maintien de la consommation, la crise de l'endettement, d'abord cachée, éclate, imposant sous la houlette du FMI des politiques d'austérité en Europe de l'Est (conséquences dramatiques en Roumanie). En outre le budget de l'URSS et des pays de l'Est est alors grevé lourdement par la relance de la course aux armements. Les bourgeoisies impérialistes répondent à la crise par la recherche de nouveaux gains de productivité, l'introduction de nouvelles technologies, au prix d'un chômage structurel de masse. Les économies bureaucratiquement planifiées sont au contraire tenues de maintenir une sécurité de l'emploi sans pouvoir compenser l'absence de concurrence par la mobilisation volontaire et l'initiative démocratique des producteurs associés.

3. Malgré l'existence d'un chômage de friction, ces sociétés restaient caractérisées par la sécurité de l'emploi, le caractère non marchand de la force de travail et la pénurie de main-d'œuvre, la distribution de biens et services essentiels à bas prix, des revenus largement déconnectés du travail effectivement dépensé. L'ensemble de ces caractéristiques était marqué à la fois par la réduction drastique des mécanismes marchands et par la domination bureaucratique. Profondément minés par le parasitisme bureaucratique (mauvais emploi, gaspillages, organisation bureaucratique du travail, distribution grevée par les privilèges et la corruption), ces acquis ne pouvaient être satisfaisants. L'effondrement économique général, la corruption

généralisée dans le secteur de la distribution, les ravages écologiques, ont relativisé leur poids. La pénurie de médicaments et la mauvaise qualité des soins annulent les avantages de la médecine gratuite. Ce mode de distribution et cette garantie de l'emploi constituent cependant des obstacles au rétablissement du capitalisme.

Les acquis sociaux (éducation, santé, logement) de l'après-guerre ont subi le contrecoup de la stagnation et des difficultés budgétaires. Il en est résulté une régression des conditions de vie, d'autant plus ressentie qu'elle souffre de la comparaison immédiate avec les pays capitalistes les plus riches d'Europe occidentale, et une crise de légitimité de la domination bureaucratique. Cette dégradation sociale pèse sur les travailleurs d'Europe de l'Est, sur leur confiance en eux-mêmes, sur leur conviction de pouvoir résoudre les problèmes de leur société par une démocratisation socialiste, à partir des structures de propriété étatisée. Ses effets sont venus s'ajouter au sentiment d'impasse résultant de l'échec des réformes économiques passées et de la répression des tentatives de soulèvement anti-bureaucratique.

4. Les grandes espérances de l'époque Khrouchtchev, les promesses de rattraper et dépasser le niveau de productivité des pays impérialistes avant la fin du siècle, sont loin derrière. Les perspectives de restructuration des liens économiques du CAEM sont devenues de moins en moins crédibles. Le fossé qui s'était réduit dans l'après-guerre entre pays capitalistes développés et économies planifiées s'est creusé à nouveau. Comparativement, non avec la situation d'ensemble des pays capitalistes qui inclut comme condition de fonctionnement la misère du tiers-monde, mais avec les pays d'Europe occidentale, les acquis du « socialisme réellement existant » sont perçus comme relatifs et de moins en moins

réels. Ils ne peuvent être sauvegardés par la défense du système de planification en vigueur, mais seulement par leur développement qualitatif, par le renversement des privilèges bureaucratiques, par l'instauration d'un contrôle démocratique sur la production, l'urbanisation, l'environnement et tous les aspects fondamentaux de la reproduction sociale.

Réforme bureaucratique, restauration du capitalisme : à quel prix ?

1. La première vague de la révolution antibureaucratique n'a pas débouché sur la conquête du pouvoir par le prolétariat, ni même sur une forme de contre-pouvoir politique organisé : le processus d'auto-organisation est resté limité ; l'ordre ancien n'est que partiellement remis en cause dans les entreprises et sur les lieux de travail. Elle n'a pas conduit non plus à la prise du pouvoir par la bourgeoisie. Il existe des secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle, de l'intelligentsia, de la bureaucratie, qui aspirent à conduire à leur profit un processus de restauration capitaliste. Dans l'immédiat, leur force sociale est trop limitée pour envisager de conduire une transition à rebours dans la stabilité. La bureaucratie a donc subi une défaite et connu un processus de dislocation, inégal selon les pays. Une partie des institutions a été démantelée ou déstabilisée. Mais l'appareil bureaucratique continue pour l'essentiel à occuper le pouvoir.

2. La défaite du parti-Etat, qui met en évidence la faiblesse sociale et l'hétérogénéité de la bureaucratie, dément de façon cinglante les discours hier à la mode sur « l'expansionnisme totalitaire ». Si la bureaucratie parasitaire ne traduit pas l'avènement d'un nouveau mode de production, elle n'est pas pour autant incapable de toute initiative. Condamnée à manœu-

vrer entre l'impérialisme international d'un côté, le prolétariat de l'autre, rassemblée par l'exercice du pouvoir politique et la défense de ses privilèges propres, elle se divise dans la crise entre des courants réformateurs, des courants ouvertement restaurationnistes, des courants conservateurs ou néopopulistes, dans des proportions dépendant aussi bien de la fonction sociale des différents secteurs qui la composent, que des rapports de forces nationaux et internationaux. Dans le contexte actuel, les courants réformateurs en URSS sont parvenus à réformer les institutions, à présidentialiser le régime, à briser le monopole du parti unique. La bureaucratie réformatrice entend ainsi défaire les conservateurs les plus endurcis et imposer des relations institutionnelles différentes entre l'Etat et la société, susceptibles de bénéficier d'un consentement minimal et de relégitimer sa domination. En revanche, une partie croissante de la bureaucratie d'Europe orientale, ne croyant plus à la survie d'un système réformé et constatant le renoncement par Gorbatchev au contrôle sur les pays d'Europe de l'Est, espère pouvoir convertir ses privilèges en propriété capitaliste dans le cadre d'un retour à l'économie capitaliste.

3. Ces privilèges parasites constituent un fond d'accumulation trop limité pour pouvoir se transformer en capital national, permettre le rachat des entreprises offertes à la privatisation, et faire des sommets de la nomenklatura une nouvelle bourgeoisie compétitive face à ses rivales d'Europe occidentale. Le rachat des entreprises par les nomenklaturistes de la veille ne peut que susciter des résistances parmi les travailleurs pleins d'illusions sur les promesses de « l'économie de marché ». La restauration capitaliste ne saurait se réduire à la pénétration du capital étranger, à des privatisations ou joint

ventures. L'appel aux capitaux étrangers, une certaine privatisation, le recours à des mécanismes marchands pourraient se faire sous le contrôle social en les subordonnant à des critères publiquement débattus et en assurant des reconversions qui protègent le droit à l'emploi, l'éducation, la santé pour tous. Il ne suffit donc pas qu'il y ait investissement privé, ou privatisation limitée, ou appel au capital étranger pour qu'il y ait restauration.

● Elle suppose le rétablissement global de la régulation sociale par le marché, un chômage massif, des restructurations industrielles, le démantèlement d'acquis sociaux élémentaires, la réinsertion brutale de ces économies dans le marché mondial. Pour que le processus restaurationniste soit consommé, il faudrait que se combinent la mainmise sur le pouvoir par une force capitaliste constituée, le remaniement institutionnel des principaux rouages de l'Etat, et surtout la soumission des rapports sociaux à la production marchande généralisée gouvernée par la loi de la valeur.

● Il ne faut pas imaginer non plus la contre-révolution restaurationniste comme une image inversée de la révolution socialiste. Elle a d'autres bases et d'autres mécanismes. Dès lors que la cohérence des institutions est entamée, la pression du marché mondial joue à plein. Pour l'heure, la défaite de la bureaucratie a été jusqu'à la remise en cause partielle de certains rouages essentiels de l'appareil d'Etat (police politique), mais il n'y a eu ni destruction totale ni prise en main de cet appareil par une force cohérente, capable de conduire un tel projet. La privatisation et la pénétration capitaliste restent aujourd'hui limitées. Elles ne manqueront pas de susciter des résistances d'ampleur parmi les travailleurs industriels et agricoles.

Une différenciation apparaît d'ores et déjà

dans l'intérêt que portent à ces pays les capitalistes occidentaux. Les investisseurs lorgnent davantage sur la Tchécoslovaquie, qui a acquis stabilité politique et relative solidité économique, que vers la Pologne dévastée et incertaine, sans parler de la Roumanie. Le destin des pays d'Europe orientale se dissocie.

4. La domination par des forces procapitalistes du pouvoir d'Etat est un instrument essentiel de cette transformation. Mais la principale force restaurationniste réside dans le capital étranger, qui exerce d'ores et déjà une pression colossale par le biais du FMI, et dans les banques qui s'organisent pour une reconquête. La dynamique actuelle de remise en cause du pouvoir bureaucratique est marquée par les programmes de libéralisation et de privatisation subordonnés à la logique du FMI. Mais le processus se heurte à des obstacles considérables. Son coût colossal exigerait de disposer de capitaux déjà mobilisés pour compenser le déficit américain ou pour l'investissement dans les pays dépendants. La restauration ne pourrait aboutir qu'au prix de l'instauration de nouvelles formes de dépendance au cœur même de l'Europe et de l'apparition d'un sous-développement intracontinental. Loin de faire leur entrée tardive dans le club privilégié des pays capitalistes développés, ces sociétés seraient appelées à prendre une place subordonnée et dépendante dans la nouvelle hiérarchie mondiale en gestation à travers la crise.

5. Un processus de restauration consommé impliquerait des différenciations sociales profondes, dans lesquelles il y aurait quelques gagnants, mais une majorité de « perdants », notamment les femmes, menacées d'expulsion de l'activité directement productive et déjà en butte aux offensives religieuses obscurantistes.

Il suppose des conflits de grande ampleur, des divisions d'intérêt aussi bien dans les rangs de la bureaucratie, que dans ceux de la bourgeoisie et du prolétariat.

Convaincus de la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat monstrueux de la bureaucratie par une mobilisation qui restitue aux producteurs l'intégralité de leurs droits, nous œuvrons à ce que le mouvement social, répondant aux aspirations démocratiques, leur donne une perspective opposée aussi bien à la restauration capitaliste qu'aux replâtrages bureaucratiques. Nous agissons pour un projet socialiste enrichi de la critique radicale du stalinisme, de la critique du productivisme, du travail aliéné, et du pillage effréné des ressources naturelles.

● Au fur et à mesure du développement du processus révolutionnaire, les libéraux d'hier se révèlent comme les autoritaires de demain : démantèlement effectif des appareils répressifs et de la caste des officiers ; droit à l'organisation démocratique des soldats ; abolition de tous les privilèges bureaucratiques et refus de nouveaux privilèges de l'argent ; pluripartisme, égalité effective des droits, indépendance des syndicats, droit à l'emploi et à l'existence.

● Nous ne défendons ni l'intégrité étatique de l'URSS telle qu'elle s'est imposée bureaucratiquement, ni le pourcentage et le contenu des nationalisations bureaucratiques : autodétermination des nationalités et respect de leur droit à l'indépendance, seule façon de préserver les chances d'une libre association de républiques socialistes débarrassées de la tutelle bureaucratique.

● Nous lions les revendications de la démocratie politique à leur contenu social : refus des privatisations, présentées comme solution miracle, et de leurs conséquences sociales (chômage) ; rejet des diktats du FMI, de la conditionnalité politique de l'aide et des crédits ; annulation de la

dette ; défense d'une perspective d'économie démocratiquement planifiée, dans un rapport d'égalité, dans le cadre d'institutions confédérées européennes ; développement des formes d'organisation internationales de la classe travailleuse et des mouvements sociaux ; développement d'un programme d'autogestion généralisée au niveau des structures de production (lieux de travail, branches d'industrie) comme au niveau territorial (communes, régions, nationalités) ; gestion de la production par les travailleurs, élection et révocabilité de l'encadrement et des directions ; autonomie des collectivités permettant le contrôle social effectif sur le logement, l'urbanisation, la santé, l'éducation, dans le cadre d'un plan de développement autogéré et écologique.

● La démocratie ne s'identifie pas à des élections parlementaires : primat de la démocratie directe sur la démocratie représentative, révocabilité des élus, représentation directe des unités sociales capables d'exercer un tel contrôle en fonction de leur pratique collective sur les lieux de production, dans les quartiers et les villages.

6. La première étape largement spontanée de la révolution antibureaucratique met en lumière la nécessité d'un parti révolutionnaire capable de combattre aussi bien la bureaucratie que les forces restaurationnistes, de définir un projet de société socialiste et démocratique, de renouer avec l'internationalisme, de lutter contre les idéologies dominantes dans le monde.

● A l'étape actuelle, la première tâche reste la conquête, face à la bureaucratie et à l'impérialisme, de l'indépendance politique de classe, y compris dans les nationalités opprimées.

● De même que l'unité d'action pour des revendications démocratiques inclut des secteurs libéraux, sur le strict critère d'une mobilisation uni-

taire et efficace en vue d'objectifs précis, de même une démarche de front unique contre les privatisations, la militarisation ou les diktats du FMI s'adresse à tous les syndicats, mouvements sociaux et partis, dès lors qu'ils ne sont plus confondus avec l'Etat.

Plusieurs hypothèses sont ouvertes. Non seulement celle de la restauration capitaliste à terme ou celle d'une relance de la révolution antibureaucratique, mais aussi celle d'un pourrissement et d'une dislocation sociale, ou celle d'un coup d'arrêt répressif. Le plus probable semble être une période convulsive d'instabilité politique, de réorganisation sociale, d'affrontements partiels, voire de dislocation. C'est dans ce processus que se définiront les protagonistes et que se forgeront les instruments de lutte aujourd'hui à peine embryonnaires.

Bien qu'elle relève des mêmes contradictions de fond, l'évolution de la situation en URSS est distincte de celle des pays d'Europe de l'Est. Malgré la contre-révolution stalinienne, l'origine révolutionnaire pèse encore. Le début des mobilisations ouvrières en été 1989 a commencé à produire des différenciations politiques et à influencer des courants minoritaires qui expriment le souci de construction d'organisations socialistes implantées chez les travailleurs et œuvrant à la formation de syndicats indépendants. La cristallisation bureaucratique est aussi beaucoup plus profonde et massive que dans les autres pays. Les courants conservateurs détiennent des positions de force. Ils sont en mesure d'exploiter les conflits nationaux en tentant de mobiliser les travailleurs russes contre les mouvements indépendantistes. L'ampleur de la question nationale et les dégâts de l'oppression bureaucratique accroissent encore la spécificité de la société soviétique.

Pour avoir connu, dans la dernière décennie, le plus puissant mouvement d'organisation

indépendante de la classe ouvrière, la Pologne occupe encore une place spécifique. La situation y reste marquée par les effets contradictoires des succès obtenus par les travailleurs (formation d'un syndicat de masse indépendant de la bureaucratie, marginalisation des forces politiques poststaliniennes) et par les défaites qu'ils ont subies (état de guerre, baisse du niveau de vie, soumission aux diktats impérialistes du gouvernement formé en 1989 sous l'impulsion de Solidarnosc). Dans un contexte d'effondrement économique, le compromis entre le régime de Jaruzelsky et la direction de Solidarnosc a contribué à briser la flambée des luttes de 1988. Une autonomisation de la direction de Solidarnosc envers sa base et la régression du niveau de conscience et d'organisation laissent le champ libre au développement de courants populistes puisant leur identité à la fois dans les traditions politiques les plus rétrogrades et dans la défense démagogique de certaines exigences populaires. Cependant, la survie d'une tradition d'organisation démocratique de la classe ouvrière peut permettre, sur la base de nouvelles luttes, l'apparition de forces politiques s'inspirant des acquis de Solidarnosc de 1981.

Le défi démocratique en Chine

Les difficultés rencontrées dans la recentralisation économique et la reprise en main des forces centrifuges libérées pendant la période des réformes, obligent la direction du PCC à naviguer à vue, incapable de restabiliser son pouvoir.

L'instabilité politique et le mécontentement social accumulé depuis des décades et mis en évidence par les manifestations de 1976, la résistance passive des ouvriers et des paysans, la stagnation économique en particulier dans l'agriculture ont poussé la bureaucratie régnante à entreprendre des réformes écono-

miques combinant un relâchement partiel de son contrôle sur l'économie avec le maintien de son monopole sur le pouvoir politique. Depuis 1978, l'idée de rétablir le caractère marchand des moyens de production et de la force de travail s'est affirmée. Le pouvoir a été partiellement décentralisé au niveau de la gestion des entreprises et des administrations provinciales; la coercition sur les paysans s'est relâchée; les régions côtières ont été ouvertes aux investissements étrangers (drainant ainsi les ressources de l'intérieur vers ces régions et hors du pays) et la bureaucratie a voulu faire payer aux travailleurs et aux paysans le prix de ces réformes en favorisant les différenciations sociales. Le contrôle de certains prix a été levé et un libre marché établi pour certains moyens de production. Malgré une élévation initiale et à court terme du niveau de vie moyen, ces mesures se sont heurtées à une montée aiguë de la résistance contre l'augmentation des prix et la chute consécutive du niveau de vie. La désillusion envers une réforme économique bénéficiant essentiellement aux privilégiés a nourri de nouvelles aspirations à la démocratisation et à la libéralisation politique. Au sein de la bureaucratie elle-même, même si une fraction limitée était prête à chercher une nouvelle base de pouvoir dans de nouvelles formes de propriété, le gros de l'appareil continuait à asseoir sa domination d'abord et avant tout sur le contrôle bureaucratique des moyens de production étatisés.

L'explosion du mouvement de 1989 pour la démocratie politique et ses développements en Europe orientale ont constitué des signaux d'alarme pour la bureaucratie. Les éléments petits-bourgeois et bourgeois qui ont émergé et se sont développés durant la décennie de réformes, concentrés dans les régions côtières, sont encore trop faibles pour contrebalancer le

pouvoir des directions centrales. La direction centrale de la bureaucratie est toujours décisive pour son contrôle sur les principales ressources. L'explosion populaire de 1989 a donc conduit la bureaucratie à resserrer son contrôle politique et à freiner temporairement son offensive contre les conquêtes essentielles des travailleurs et des paysans, sans toutefois renverser son cours de « libéralisation » économique.

Finalement, la bureaucratie n'a pas trouvé d'autre issue que d'accorder de nouvelles concessions au capital étranger et aux éléments capitalistes locaux, et d'accroître ses attaques contre les masses laborieuses, en même temps que les bureaucrates à tous les niveaux cherchent des solutions individuelles devant l'avenir incertain du maintien de la domination bureaucratique à l'ancienne manière. Au sein de la bureaucratie, l'équilibre du pouvoir et la dynamique de retour au capitalisme continue à buter sur la détermination de la direction à contenir les dynamiques centrifuges. La réponse qui s'est dessinée depuis 1988 et dans le mouvement démocratique de la classe ouvrière souligne son rôle croissant dans l'opposition à la dynamique restaurationniste.

Le mouvement pour la démocratie politique qui a explosé au printemps 1989 marque une pierre blanche dans le processus de la lutte populaire contre la bureaucratie. Cette mobilisation des étudiants et des masses urbaines dans la plupart des grandes villes constituait une réaction aux dix ans de réforme économique, de corruption débridée, de croissance des inégalités sociales. Pour les étudiants, les travailleurs et leurs alliés, l'exigence centrale était celle de la démocratisation politique conçue comme la seule voie pour sortir de la stagnation et de la régression sociale. Le rôle du Parti communiste fut ouvertement défié et mis en

cause, débouchant sur une contestation radicale de la légitimité du parti-Etat. A court terme la répression consécutive à l'intervention militaire du 4 juin visait à l'élimination des organisations autonomes embryonnaires des étudiants, des intellectuels et des travailleurs, ainsi qu'à dissuader toute résistance populaire. A moyen terme cependant, le recours à une répression militaire brutale de la part d'une bureaucratie discréditée manifeste au grand jour son incapacité à se réformer elle-même.

Les luttes étudiantes étaient des signes avant-coureurs de l'intervention des travailleurs urbains sur l'arène politique. Les travailleurs commençaient à se mobiliser et à s'organiser, provoquant une désintégration partielle des appareils du parti. Des détachements d'ouvriers se sont aussi rendus auprès des paysans pour leur demander de soutenir la lutte des étudiants. En ce sens, le mouvement de 1989 représentait la continuation du mouvement démocratique commencé en 1976. Pendant le printemps de Pékin de 1978-1981, les dissidents, principalement anciens gardes rouge de la Révolution culturelle, s'étaient organisés en petits groupes autour de vives discussions sur le développement de la Chine. La plupart des Samizdats de cette période abordaient la question de la démocratie politique associée à l'autogestion et à la planification économique. Certains des militants de cette période, ultérieurement libérés de prison, furent parmi les animateurs du printemps 1989. Ce mouvement met aussi en évidence les faiblesses d'un mouvement ouvrier longtemps atomisé, l'écrasement de sa conscience, les effets d'années de réformes économiques et d'offensive idéologique, et la montée du découragement devant l'absence apparente d'alternatives. Ce sont ces faiblesses qui devront être surmontées sur la voie d'une révolution populaire visant à renverser la bureau-

cratie et à défendre les gains des masses ouvrières et paysannes contre les effets d'une restauration capitaliste.

L'unification allemande

1. Le 3 octobre 1990 l'absorption de la RDA par la RFA a été consommée. Les conditions de cette unification soulignent le tournant en cours dans la situation mondiale. La restauration du capitalisme sur le territoire de la RDA, l'extension du pouvoir politique de la bourgeoisie ouest-allemande sur les débris de la dictature stalinienne brisée par le mouvement populaire de l'automne 1989, la formation d'un Etat impérialiste allemand renforcé constituent une victoire de l'impérialisme et une modification à son avantage des rapports de force en Europe.

2. Ce dénouement rapide est le produit d'une combinaison de plusieurs facteurs :

● La détérioration comparative de la situation économique et sociale de la RDA face à la RFA, dans le cadre de la crise structurelle commune à l'ensemble des économies de commandement bureaucratique. Dès le milieu des années quatre-vingt au plus tard, le système DDR était à bout de souffle. Le niveau de productivité du travail était de 50 % inférieur à celui de la RFA. Les couches inférieures et moyennes de la bureaucratie étaient passées de la perte de confiance dans la direction à la perte de confiance dans le système dans son ensemble, en même temps qu'émergeaient des mouvements d'opposition.

● Si les premières mobilisations, jusqu'à l'ouverture du mur, étaient essentiellement antibureaucratiques et animées par des courants se réclamant du socialisme, il n'existait pas pour autant de direction reconnue, implantée, expérimentée, et préparée à orienter ce combat à la fois contre la bureaucratie et contre l'impéria-

lisme ; la confiance de la classe ouvrière en elle-même et en sa capacité à gérer la société était détruite par des années d'écrasement bureaucratique et usée par le sentiment de faillite économique.

● Dans ces conditions, l'existence d'un sentiment national frustré par la partition punitive et la tutelle humiliante de l'Allemagne imposées à la fin de la guerre par les impérialismes victorieux et la bureaucratie soviétique, pour la majorité des Allemands, l'unité à tout prix semblait offrir la seule perspective immédiate, sans en discuter le coût social.

● La puissance économique et financière de la RFA exerçait pleinement son attraction aux yeux d'une population frappée par la régression sociale et sans issue positive à l'Est.

3. Opposée dès le premier jour à la partition imposée de l'Allemagne, la IV^e Internationale s'est toujours prononcée pour la perspective d'une Allemagne unie et socialiste.

● Dans les pays impérialistes nous nous sommes prononcés pour le retrait inconditionnel des troupes impérialistes d'Allemagne et contre la prétention des puissances alliées victorieuses de la Seconde Guerre mondiale à déterminer l'avenir de l'Allemagne.

● De même, nous avons défendu le droit inconditionnel à l'autodétermination des Allemands de l'Est, y compris si ce droit devait aboutir à une unification avec l'Allemagne impérialiste, et nous nous serions mobilisés contre toute tentative de nier par la force l'exercice de ce droit.

● En revanche, nous avons, tout en défendant ce droit imprescriptible, dit que nous n'étions pas, quant à nous, partisans d'une unité tout court de l'Allemagne, que nous étions contre l'unification capitaliste de l'Allemagne du plan Kohl et les conséquences qui en résulteraient pour les travailleurs de l'Allemagne unifiée

sur ces bases, que les travailleurs de RDA devraient répondre aux conditions de Kohl en posant leurs propres conditions préalables à l'unification : la garantie du plein emploi, le maintien des loyers et des services sociaux bon marché, le maintien du droit constitutionnel à l'emploi, le maintien du droit à l'avortement, le refus de restitution du sol à ses propriétaires d'avant 1945 ; qu'ils devraient multiplier les liens avec le mouvement ouvrier d'Allemagne occidentale pour établir une plate forme commune de lutte pour les trente-cinq heures, l'établissement d'un fond d'égalisation des salaires, le droit de vote des immigrés de part et d'autre, la suppression de la police politique et des lois discriminatoires à l'embauche à l'Ouest, la démilitarisation, etc.

4. Aujourd'hui, les conséquences de cette unification aux conditions de la bourgeoisie ouest-allemande et à marche forcée sont déjà perceptibles. Les coûts de la réunification grimpent de mois en mois. La société fiduciaire mise sur pied par les managers ouest-allemands pour gérer huit mille entreprises (six millions de salariés) à l'Est détruit massivement les emplois et transforme ce qui reste d'appareil industriel en appendice des grands trusts impérialistes. Les investissements productifs restent maigres tandis que le marché de consommation est conquis par les produits de l'Ouest, provoquant une crise grave dans l'agriculture. L'Est devient une région annexée et sous-développée avec des citoyens de deuxième classe. Ses exportations se sont effondrées dès lors que ses clients traditionnels ont dû payer leurs importations en devises fortes. Le nombre d'emplois entre la chute du mur et l'unification a été réduit de 10 % ; plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est vont désormais travailler à l'Ouest certains illégalement ou comme intérimaires ou précaires.

Le jour de l'unification, le taux de chômage reconnu à l'Est atteignait les 17 %, l'un des plus élevés d'Europe. Ainsi l'unification de l'Allemagne est-elle accomplie politiquement mais ni socialement ni économiquement achevée.

La croissance du chômage dans le cadre de l'Etat unifié détériore le rapport de force entre les classes dans l'ensemble du pays. La législation contre les réfugiés et immigrés est aggravée. L'extension de la criminalisation de l'avortement à l'Est est prévue dans un délai de deux ans. L'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'Otan permet au pacte atlantique d'étendre sa présence jusqu'aux frontières polonaises.

5. Sur le plan politique, l'unification a bénéficié aux partis de droite. Elle apparaît comme un succès de Kohl. A l'Ouest, le courant socialiste au sein du SPD a pratiquement disparu. Le DKP a été balayé. Les Verts dans leur majorité ont dérivé à droite. Pourtant, les effets de la réunification peuvent nourrir des luttes de résistance et susciter des explosions ouvrières. Les milieux bourgeois sont inquiets du coût économique de l'opération et de sa compatibilité avec les engagements européens. Enfin, si l'unification capitaliste constitue une défaite politique du mouvement ouvrier, la tentative de faire payer par les salariés le coût financier de l'affaire risque de se heurter, surtout à l'Ouest, à une classe ouvrière puissante, hautement organisée et attachée à ses acquis. La bourgeoisie a donc accepté de courir ce risque.

La tâche centrale consiste désormais à unifier les exigences et les luttes à l'Est et à l'Ouest : pour une réduction générale du temps de travail ; pour la défense de la propriété publique en Allemagne de l'Est sous contrôle des travailleurs ; pour un alignement des salaires sur ceux de l'Ouest avec financement par un fond de mise à niveau ; pour le maintien et l'extension à

l'Ouest des services sociaux gratuits de l'ancienne RDA ; contre le financement de l'unification par une ponction sur les budgets sociaux, pour une réduction des budgets militaires ; pour une Allemagne démilitarisée dans une Europe dénucléarisée.

L'onde de choc dans les pays dépendants

1. La crise et l'aggravation de la concurrence creusent les inégalités au sein des pays impérialistes, entre pays impérialistes, entre pays impérialistes et économies planifiées. Elles condamnent la plupart des pays dépendants à une nouvelle spirale de sous-développement. Cette situation fait partie intégrante des conditions de fonctionnement du capitalisme à l'échelle internationale. Elle est l'arrière-cour, nécessaire, des « miracles » mise en avant pour séduire les travailleurs d'Europe de l'Est de Chine et d'URSS aux splendeurs du marché. Plus de sept cents millions d'êtres humains souffrent d'un appauvrissement absolu.

L'écart entre les pays impérialistes et les pays semi-coloniaux s'aggrave. Le « marché » condamne les peuples de la grande majorité de ces pays à une détérioration spectaculaire de leurs conditions de vie. La croissance des économies impérialistes repose sur cette oppression accrue. Le poids de la dette sert aux organismes internationaux d'arme politique pour imposer discipline et modernisation de la pauvreté, niant la souveraineté nationale des pays qui semblaient il y a dix ans à peine les mieux placés pour se hisser hors de l'ornière du sous-développement. Les pays d'Amérique latine sont devenus exportateurs de capitaux (service de la dette et fuite de capitaux) au profit des métropoles impérialistes. Le continent africain s'enfonce dans le désespoir et menace de se disloquer. Le sous-continent indien peut être ravagé par les conflits ethniques. Le Moyen-

Orient reste une poudrière. Les explosions sociales et soulèvements populaires se multiplient.

Cependant, la faillite des économies planifiées non capitalistes signifie à la fois une crise de perspective économique et la perte de ce qui était illusoirement perçu comme une arrière-garde : « le camp socialiste ». Cet isolement accru des luttes de libération nationales d'un point de vue étatique et diplomatique n'est pas compensé par l'essor d'un nouvel internationalisme militant. La marginalité des mouvements de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador (comparativement au rôle joué naguère par le mouvement antiguerre au moment de l'intervention au Vietnam), la faiblesse des réactions à l'intervention américaine au Panama et au redéploiement des bases militaires en Amérique latine sous couvert de lutte contre le narco, comme aux interventions françaises en Afrique, l'illustrent.

2. La perte des élections par le Front sandiniste du Nicaragua s'inscrit dans ce contexte.

● La révolution sandiniste a triomphé dans un petit pays, producteur de quelques matières agricoles, fortement déformé par de longues années de domination oligarchique et impérialiste. Moins qu'ailleurs il n'était envisageable d'y construire le socialisme dans un seul pays, et pas même une politique économique autarcique pour assurer un début de transition. À moins d'un recours massif à l'aide extérieure et de la rechute dans de nouvelles dépendances, la révolution sandiniste n'avait comme possibilité qu'une accumulation à partir de ses exportations agricoles et une industrialisation initiale par transformation des matières premières agricoles en produits manufacturés. Une telle perspective a été hypothéquée par l'effort de guerre imposé par l'agression (50 % du budget,

destruction des récoltes sources de devises) et la déformation d'une économie soumise par cet effort.

● L'impossibilité de victoire de la révolution salvadorienne en 1980-1981, l'intervention américaine à Grenade en 1983 et surtout la lourde défaite de la révolution guatémaltèque en 1982, ont condamné la révolution sandiniste à un isolement durable, sur lequel a pesé de surcroît, à partir de 1985, le processus de négociation des conflits régionaux entre l'impérialisme et la bureaucratie. Ces négociations qui trouvent leur expression dans le sommet de Malte ont laissé les mains libres à l'impérialisme pour intervenir au Panama et assiéger la révolution nicaraguayenne par une guerre dite de « basse intensité », visant à l'étranglement politique et économique plus qu'à la victoire militaire.

● Dans ces conditions, les dirigeants sandinistes se sont efforcés de miser sur la durée. Acculés à une économie de guerre, ils ont voulu préserver des relations internationales diversifiées et éviter des mesures de socialisation rapide qui auraient eu une portée politique intérieure mais des effets économiques imprévisibles. Malgré l'agression, ils ont donné une leçon au monde en ne renonçant pas à la démocratie, au pluralisme politique et syndical et à la tenue d'élections générales en 1984 et 1990.

La démocratie maintenue à l'honneur du Front sandiniste ne s'identifie pas à la tenue d'élections parlementaires et présidentielles sous haute surveillance internationale. Formellement « libres » pour les observateurs, ces élections tenues sous blocus économique, chantage au crédit, pression militaire aux frontières, l'étaient beaucoup moins pour les Nicaraguayens. Le résultat obtenu par le FSLN au bout de dix ans de guerre démontre au contraire la légitimité dont il jouit auprès des masses nicaraguayennes. Cependant, le mécanisme

démocratique choisi par les sandinistes a toutes les limites et les inconvénients du parlementarisme bourgeois : séparation de l'exécutif et du législatif (d'où renforcement du pouvoir présidentiel), délégation de pouvoir pour six ans, sans qu'existent des moyens de contrôle pour les électeurs. Une démocratie directe aurait pu revêtir au Nicaragua la forme d'un pouvoir populaire, respectueux de la pluralité politique, mais garantissant un contrôle permanent des citoyens et la révocabilité des élus.

3. Les menaces contre la révolution cubaine se précisent. Fortement socialisée dès l'expropriation des multinationales américaines, l'économie cubaine était au bord de la banqueroute à la fin des années soixante. Elle n'a surnagé qu'au prix des accords avec le Comecon et de l'aide soviétique. La réduction de cette aide risque de provoquer une crise sociale et politique. Malgré des cristallisations bureaucratiques graves, Cuba ne peut cependant être assimilée aux dictatures bureaucratiques d'Europe de l'Est. Tant en raison de la réalité des acquis sociaux par rapport aux autres pays du continent que par son rôle anti-impérialiste, sa direction garde une légitimité révolutionnaire. La défense de la révolution cubaine face aux menaces impérialistes n'implique aucunement une position acritique envers sa direction. Elle passe au contraire par le soutien et le développement de la démocratisation à Cuba même : par le pluralisme politique effectif dans le cadre des organes de pouvoir populaire, le droit d'expression et d'information, l'indépendance des syndicats envers l'Etat, la séparation du parti et de l'Etat.

4. Depuis plus de trois ans, le peuple palestinien est en état de soulèvement permanent

dans les territoires occupés par l'Etat sioniste en 1967. Cette Intifada représente un tournant majeur. C'est la première fois que les masses palestiniennes cessent de compter sur les régimes bourgeois arabes ou sur la lutte des Palestiniens de la diaspora pour entrer eux-mêmes en lutte généralisée, créer leurs propres instruments de mobilisation, multipliant toutes sortes de comités populaires capables d'incorporer à la lutte quotidienne toutes les couches de la population. L'Intifada constitue ainsi un défi permanent aux forces d'occupation sionistes engagées dans une escalade répressive que l'opinion internationale ne peut plus feindre d'ignorer. Elle offre un exemple vivant aux masses des pays arabes en butte à la trahison et à l'inertie de leurs propres gouvernements. Elle exige de tous les travailleurs et mouvements anti-impérialistes une solidarité plus active avec la cause palestinienne, pour le retrait immédiat et inconditionnel de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967, la défense du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son territoire, et de son droit au retour sur l'ensemble des territoires d'où il a été expulsé.

● L'immigration massive des Juifs d'Union soviétique vers l'Etat sioniste les jette dans un nouveau piège sanglant. Les gouvernements impérialistes et la bureaucratie soviétique se sont mis d'accord pour canaliser cette immigration en interdisant à la plupart de ces émigrants de choisir leur pays d'accueil et en ne leur laissant d'autre choix que d'aller renforcer la colonisation de la Palestine occupée et grossir la chair à canon de l'expansionnisme sioniste. Il est donc nécessaire de combattre l'antisémitisme en Union soviétique pour supprimer les raisons qui poussent les juifs à émigrer massivement, et d'exiger que tous les pays du monde ouvrent leur frontière à la nou-

velle vague d'émigration des Juifs d'Union soviétique et que l'Etat d'Israël les laisse repartir vers le pays de leur choix.

● L'Internationale affirme sa solidarité avec la résistance nationale libanaise qui combat l'occupation israélienne et ses agents locaux au Sud-Liban. Elle se prononce pour le retrait complet et inconditionnel des troupes israéliennes de ce pays.

5. En Afrique, le poids de la dette extérieure, combinée avec la corruption des classes dirigeantes qui ont pillé leur pays, conduit à une paupérisation absolue des travailleurs, des paysans et des couches populaires. Après plus de trente ans de régime de parti unique dans la plupart des pays, des mobilisations de masse obligent les bourgeoisies néocoloniales au pouvoir à accepter le multipartisme, la liberté d'expression et d'association, le principe d'élections libres. Ces mobilisations sont le résultat de facteurs internes (effets insupportables des politiques dites d'ajustement du FMI, discrédit croissant de couches dirigeantes répressives et corrompues) et externes (écho de la chute de dictatures staliniennes, manœuvres impérialistes pour devancer le risque de renversement brutal de ses alliés locaux).

Cependant, en l'absence d'un mouvement ouvrier et révolutionnaire indépendant, ces mouvements se trouvent dans la plupart des cas sous l'hégémonie de partis populistes bourgeois, dont certains se réclament de la social-démocratie. L'incapacité de ces directions à proposer des solutions à la crise alternatives à celles du FMI, ainsi que leur compromis avec les pouvoirs en place, les conduira à s'opposer aux aspirations démocratiques des peuples, à la satisfaction de leurs droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au travail et à la culture.

Déjà, nous assistons à la rupture de syndicats de travailleurs avec les partis uniques et à la formation de syndicats autonomes de lutte. Si la situation actuelle est favorable à l'apparition de courants révolutionnaires significatifs, il n'en demeure pas moins que la crise du stalinisme à l'Est est souvent interprétée à tort comme une faillite du socialisme. Il en résulte une confusion idéologique considérable au sein de la gauche africaine qui semble découvrir des vertus à la social-démocratie. Pourtant, dans plusieurs pays, ce sont des partis liés à la social-démocratie internationale qui appliquent la politique impérialiste. L'issue de la lutte entre le projet révolutionnaire et les réformes néo-coloniales ou libérales dépendra de la capacité des révolutionnaires africains à lier les revendications démocratiques et sociales dans la lutte contre l'impérialisme mondial.

6. Le capitalisme ne se réduit pas aux métropoles impérialistes. Les expériences libérales dans le tiers-monde signifient un désastre pire que celui des économies planifiées d'Europe de l'Est. La rhétorique des années soixante-dix sur le « nouvel ordre économique », les transferts de technologie, le développement « autocentré », ou le plan Marshall pour le tiers-monde part en fumée. Les effets conjugués de la crise économique et des nouveaux rapports de force internationaux accentuent le développement inégal et combiné entre les pays et au sein des pays. Les nouvelles formes de dépendance, (technologies, services) s'approfondissent, avec comme conséquence une crise agraire et urbaine profonde.

Ce tournant solde la faillite des directions réformistes et populistes dans une économie mondiale ouverte, et ouvre le champ au développement d'un populisme religieux réactionnaire ou d'un chauvinisme désespéré. Le mou-

vement ouvrier, qui connaît dans certains pays un développement dynamique lié à l'industrialisation des dernières décennies (Brésil, Corée, Afrique du Sud), connaît aussi des cas de décomposition (Pérou, Bolivie).

Les tâches qui en découlent :

- a.** une campagne internationale prolongée pour l'annulation de la dette ;
- b.** une mobilisation contre les interventions militaires et les bases impérialistes (en Amérique latine, aux Philippines, en Afrique) ;
- c.** la poursuite des activités de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, la lutte anti-apartheid ;
- d.** la défense de la révolution cubaine face aux menaces impérialistes ;
- e.** la mobilisation pour l'arrêt de la guerre du Golfe et la défaite de l'agression impérialiste constituée à l'évidence la tâche centrale. Les Etats-Unis ont voulu, préparé et planifié cette guerre dès la première heure, rejetant toute possibilité de solution négociée. La « libération du Koweït » et la « défense du droit international » si souvent et si longtemps bafoué par eux-mêmes et leurs alliés, au Panama comme en Palestine occupée, ne sont pour eux qu'un prétexte à l'écrasement de l'Irak. Ils ont obtenu pour cette entreprise le concours de leurs alliés impérialistes, la complicité négociée des bureaucraties soviétique et chinoise, le soutien et la caution des régimes corrompus et dépendants du tiers-monde, y compris parmi les régimes arabes.

Hier encore, ils armaient et soutenaient la dictature irakienne dans sa guerre d'agression contre l'Iran. Ils fermaient les yeux sur la persécution des opposants irakiens et le massacre du peuple kurde. Après huit ans de guerre, au prix d'un épuisement de son économie et de centaines de milliers de victimes, le dictateur irakien est venu demander son dû à ses com-

manditaires pour reconstruire son pays : un relèvement des prix pétroliers, une réduction de sa dette, un accès à la mer. L'invasion du Koweït constitue sa réponse à leur refus. Elle ne constitue pas une guerre de libération nationale, ni même une guerre pour l'émancipation des populations concernées, mais un acte brutal de rapine à l'image du régime irakien lui-même.

Les puissances impérialistes en ont pris prétexte pour lancer une opération de grande envergure dont l'enjeu de plus en plus avoué n'est autre que l'instauration d'un « nouvel ordre » ou d'une nouvelle « paix américaine » dans la région et dans le monde. En réalité, la marche à ce nouvel ordre commence par les tapis de bombe, la tuerie, et le tumulte de la guerre. Elle annonce de nouveaux partages impérialistes porteurs à leur tour de nouveaux conflits.

D'ores et déjà, l'agression contre l'Irak tient lieu d'expérimentation à grande échelle de la nouvelle panoplie meurtrière. Les nouveaux gadgets électroniques sont à l'œuvre, les tonnes de bombes s'entassent, la menace de l'arme nucléaire tactique est brandie, tandis que la manipulation de l'information internationale par les militaires est méthodiquement organisée. Il s'agit pour la coalition impérialiste d'éliminer une puissance régionale susceptible de menacer leurs intérêts pétroliers et de contrebalancer la puissance de l'Etat sioniste, principal allié régional des Etats-Unis. En échange de ses loyaux services, l'Etat sioniste aura les mains libres pour pousser plus avant son action contre le soulèvement palestinien des territoires occupés, y compris par la déportation, sous une forme ou une autre, des populations de ces territoires.

Face à cette entreprise barbare, nous sommes inconditionnellement pour la défaite des agresseurs impérialistes, solidaires du peuple irakien victime des bombardements de terreur ainsi

que des peuples arabes qui, dans leurs pays respectifs, se lèvent contre cette agression et les régimes qui y contribuent ou la couvrent sous prétexte d'une neutralité honteuse.

Dans les pays impérialistes et les pays membres de la coalition, nous œuvrons au développement d'un puissant mouvement unitaire contre la guerre, pour l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait immédiat et inconditionnel des troupes. Nous nous opposons à l'effort de guerre et à ses conséquences en matière budgétaire et sociale. Nous appelons les soldats, les réservistes, la jeunesse à refuser sous toutes formes de participer à cette guerre et nous nous portons solidaires des soldats réprimés pour refus d'obéissance, insoumission ou désertion.

Dans les pays arabes, nous développons la mobilisation contre l'intervention impérialiste et contre les régimes corrompus alliés à l'impérialisme. Nous exigeons des gouvernements qui se prétendent neutres d'apporter leur soutien au peuple irakien, en commençant par briser le blocus qui l'affame. Nous nous prononçons pour briser l'isolement de l'Irak en multipliant les fronts contre la présence impérialiste et ses régimes alliés. En même temps, nous combattons dans le mouvement de masse toute illusion sur le régime de Saddam Hussein. Au nouvel ordre mondial des oppresseurs, nous opposons une solidarité mondiale des luttes contre toutes les oppressions.

Crise de direction et conflits interimpérialistes

1. La crise des dictatures bureaucratiques ne signifie pas pour autant que la crise de direction bourgeoise soit surmontée. La concentration sans précédent du pouvoir économique ne se traduit pas automatiquement par l'apparition d'un nouvel impérialisme hégémonique.

Trois pôles concurrents tentent de s'organiser régionalement. Le déclin économique des Etats-Unis, malgré des redressements sectoriels, s'est poursuivi à l'avantage du Japon et de l'Allemagne. Même si le rôle du dollar est désormais partagé par plusieurs monnaies, les Etats-Unis restent l'impérialisme dominant du fait de l'existence d'un seul Etat, d'un seul marché intérieur, d'une puissance militaire prépondérante.

2. La construction européenne a pour fondement l'internationalisation et la concentration du capital. Depuis le début de la crise pourtant, les fusions entre capitaux européens et japonais ou américains occupent une place aussi, voire plus importante, que les fusions intra-européennes, selon les branches et entreprises. Tant bien que mal, l'Europe a surmonté les épreuves et son édification a été relancée à la fin des années soixante-dix (système monétaire, élection du Parlement), puis au milieu des années quatre-vingt (élargissement, acte unique, exploration de l'unification monétaire). Mais le projet européen entre en contradiction avec la gestion des rapports de forces sociaux dans le cadre des vieux Etats nationaux : comment faire pour homogénéiser un grand marché des biens sans unifier un espace social et risquer d'unifier la classe ouvrière à l'échelle continentale ? L'explosion de l'Europe de l'Est s'ajoute à ces difficultés déjà existantes, obligeant à une redéfinition du projet européen.

3. La paix relative dont ont bénéficié depuis un demi-siècle les métropoles impérialistes a eu pour contrepartie plus de cent quarante conflits avec des pays dépendants, interétatiques ou ethniques, dont le coût humain est évalué à plus de vingt millions de victimes.

La disparition du prétendu danger venu de l'Est laissait l'énorme appareil militaire atlantiste à découvert et sans légitimité. Les résultats du référendum pour l'abolition de l'armée en Suisse en fournissent un indice. Les gouvernements craignent une montée de l'antimilitarisme, d'autant plus que la détente à l'Est met à nu les fonctions de maintien de l'ordre dans le tiers-monde dévolu aux diverses forces spéciales et d'intervention rapide constituées dans la dernière décennie.

L'URSS est réduite à la situation d'une puissance continentale majeure minée par ses conflits internes. La France et l'Angleterre sont des puissances militaires de second rang. L'Allemagne peut prétendre à un rôle prépondérant en Europe à la hauteur de sa puissance économique, à condition de s'engager sur la voie d'une politique militaire internationalement active. Seul l'impérialisme américain peut prétendre aujourd'hui jouer le rôle de gendarme du monde. Il a tiré prétexte de l'intervention irakienne au Koweït pour réaffirmer cette suprématie militaire et dicter ses conditions à ses alliés. En dépit de la multiplication des conférences internationales, de la réduction partielle des arsenaux nucléaires, et des communiqués de paix, cette crise illustre les tendances intrinsèquement bellicistes de l'impérialisme toujours vivaces et les menaces de guerre.

- Retrait de toutes les troupes et armes étrangères d'Allemagne.
- Dissolution de l'Otan et du pacte de Varsovie.
- Europe dénucléarisée.
- Dissolution des forces d'intervention impérialistes et abolition des armées de métier.
- Défense des droits démocratiques des soldats et du droit de la jeunesse à l'insoumission.

Une nouvelle hiérarchie mondiale de domination et de dépendance

1. L'évolution des rapports de forces au sein des sociétés d'Europe orientale ne se joue pas à huis clos. Ils sont déterminés, d'une part, par la crise économique et sociale spécifique de ces pays, d'autre part, par les nouveaux rapports de forces internationaux qui se dessinent. La crise n'annonce pas un effondrement fatal de l'économie impérialiste. Elle a pour enjeu un nouveau partage entre profits et salaires, une nouvelle distribution des profits, l'instauration d'une nouvelle hiérarchie mondiale. La capacité des bourgeoisies impérialistes à conserver l'initiative politique et à entreprendre avec succès la reconquête des marchés d'Europe de l'Est dépend pour beaucoup de la fin ou au contraire des rebondissements prochains de la crise économique.

2. Les quinze années de profondes turbulences qu'a connues le monde capitaliste depuis le retournement de l'onde expansive se soldent par des modifications importantes des rapports de force.

● La fin des années soixante-dix avait vu la contraction des échanges au centre et l'envolée des crédits liés aux pétrodollars vers les pays dépendants et les pays de l'Est. Pour ces deux zones, le tournant des années quatre-vingt a été dramatique et se traduit par la crise de la dette et une subordination plus directe aux exigences du FMI : ils ont subi à la fois la détérioration des termes de l'échange, l'étranglement des marchés mondiaux des biens primaires (conséquence des nouvelles technologies dans l'économie de matières premières traditionnelles), hausse du dollar dans la première moitié de la décennie et des taux d'intérêt. Après 1985, les pays du tiers-monde subissent en outre les conséquences de la crise en URSS.

● Au cours de la décennie écoulée, alors que le commerce mondial se développait à un rythme de 7 % par an en volume, les courants d'échange ont bénéficié aux producteurs de biens manufacturés, dont la part dans les échanges mondiaux est passée de 53 % en 1973 à quelque 80 % à la fin de la décennie 1980. Les seuls pays dépendants ayant bénéficié de cette croissance sont pour l'essentiel les pays du Sud-Est asiatique. Cette croissance conditionnée à l'ouverture du marché américain contraste avec le sort des autres NPI (nouveaux pays industrialisés), dont la situation s'est au contraire dégradée.

● Le complexe Etats-Unis/Japon/Europe concentre désormais les deux-tiers des capacités de recherche/développement, la quasi-totalité des nouvelles technologies, plus de 90 % des investissements mondiaux, près de 95 % de la capitalisation boursière mondiale. Dans cet ensemble, les États-Unis ont vu leur rôle mondial se détériorer au bénéfice du Japon et de l'Allemagne.

3. Dans les métropoles impérialistes, les restructurations ont été accélérées par l'application des politiques libérales, depuis le tournant des années quatre-vingt : montée du chômage, désindexation des salaires, remise en cause des conventions collectives, développement de la précarité. Les modifications des processus productifs et les transformations des modes de financement de l'économie ont favorisé la reconstitution des profits.

● Ceux-ci restent cependant confrontés à l'étranglement des marchés et à des taux d'intérêt réels élevés, d'où un coût élevé des emprunts et le développement de placements financiers spéculatifs qui limitent d'autant les investissements productifs.

● Dans le cadre de la reprise, les éléments d'un nouveau régime d'accumulation se sont dessinés

dans les centres impérialistes : nouveaux produits de consommation de masse, même s'ils supposent un marché plus fragmenté et différencié que l'automobile et l'électroménager, nouvelles techniques de production, nouvelle organisation du travail, nouveau rapport salarial (flexibilité horaire et rémunérations). Mais : **a)** cela n'assure pas une spirale vertueuse production/consommation : problème de débouchés au moment où les pays dépendants sont étranglés par la dette, où la pression des politiques d'austérité se maintient dans les pays impérialistes ;

b) cela ne constitue pas encore un nouveau rapport généralisé et systématisé, qui devrait trouver son couronnement dans un nouveau mode de régulation étatique jouant un rôle comparable, dans de nouveaux espaces continentaux, à celui que les politiques keynésiennes ont pu jouer dans le cadre des États nationaux de l'après-guerre.

● La concertation internationale entre grandes banques centrales et gouvernements s'est accrue depuis 1985-1987. Elle ne comble cependant pas l'absence de pôle impérialiste réellement dominant ou d'autorité suprana-tionale gérant une monnaie internationale. La construction européenne permettrait une stabilisation des changes entre monnaies concernées, mais l'internationalisation des économies continuera à saper l'efficacité des procédés keynésiens.

4. La reprise dans les principaux pays impérialistes depuis 1982 recouvre une désynchronisation des conjonctures et un endettement mondial considérable, notamment aux Etats-Unis :

● La croissance américaine après la récession de 1979-1982 s'est effectuée sur la base d'un déficit budgétaire sans précédent (financé massivement par les capitaux japonais), exprimant

aussi bien des modifications de rapports de forces sociaux (soutien fiscal aux entreprises) qu'un accroissement des dépenses militaires. Parallèlement, le déficit commercial américain a traduit le rôle du marché américain comme principal débouché pour les produits de la zone asiatique et la faiblesse structurelle de l'économie américaine.

● Alors que la croissance mondiale du chômage et la détérioration des rapports de forces syndicaux permettaient une certaine reconstitution des profits des entreprises, la consommation finale s'est maintenue grâce à une baisse générale de l'épargne et à une montée considérable des crédits à la consommation.

● L'injection massive de liquidités dans l'économie après le krach d'octobre 1987 a évité qu'il ne débouche sur une récession. Il est intervenu après plusieurs années de politiques d'austérité, de faibles taux d'investissements, mais de reconstitution progressive des marges de profit. Celles-ci ont d'abord servi au désendettement des entreprises. Mais dès le début 1987, dans la perspective du marché unique, la reprise des investissements productifs a amorcé une dynamique que le krach n'a pas suffi à remettre en cause. La croissance européenne est restée fortement autocentrée avec un puissant développement des échanges intracommunautaires.

● Les échanges mondiaux ont connu une envolée dans les années quatre-vingt, mais elle traduit essentiellement les rapports entre pays de l'OCDE et avec les dragons de la zone asiatique, de pair avec une contraction des échanges avec les pays dépendants et les pays d'Europe de l'Est (hors RDA). Les investissements directs aux Etats-Unis (provenant essentiellement d'Europe et d'Asie) ont nourri cet essor et pris à contre-pied les tendances protectionnistes aux Etats-Unis.

● Le ralentissement de la croissance, manifeste depuis 1989 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, peut ne pas déboucher sur une récession généralisée et synchronisée si elle est contre-carrée par des sources propres de croissance au Japon et en Europe. Mais l'augmentation des ressources fiscales pour réduire le déficit budgétaire américain pourrait faire boule de neige, et le caractère spéculatif du financement des déficits pourrait précipiter alors une crise majeure.

5. En dépit des gains réalisés, l'impérialisme est loin d'avoir atteint les objectifs nécessaires à une relance économique prolongée du type des années cinquante-soixante. La réintégration d'un ou de plusieurs pays d'Europe de l'Est dans le marché mondial, serait insuffisante pour cela. La reconquête par l'impérialisme de l'URSS et/ou de la Chine créerait en revanche une situation qualitativement nouvelle.

● Les bourgeoisies dominantes manifestent un intérêt politique et économique évident à s'engager dans cette entreprise, mais pour l'heure banquiers et investisseurs privés restent prudents face au gouffre économique et à l'instabilité politique et sociale (manque d'interlocuteurs fiables, d'encadrement du mouvement social, volatilité des rapports de forces électoraux).

● Le manque d'une volonté politique unifiée, d'un outil monétaire, des capitaux disponibles pour jouer le rôle qui fut celui du dollar dans le cadre du plan Marshall au lendemain de la guerre, se fait sentir.

La reprise des années quatre-vingt ne marque pas une nouvelle expansion dont tout le monde profite, mais un creusement des inégalités et un transfert du coût de la crise sur les plus faibles. Il n'est guère possible en effet de

payer le coût de la guerre du Golfe, de continuer à financer les investissements au centre impérialiste, à aider l'Est à revenir vers le marché en amortissant les effets sociaux de cette « libéralisation », d'aider le tiers-monde à amortir les coups.

6. En infligeant des défaites partielles aux travailleurs de leurs métropoles, en gagnant au nom de l'intérêt national la collaboration des directions réformistes, en transférant sur le tiers-monde une large part du coût de la crise, les bourgeoisies impérialistes ont réussi à prendre l'offensive. Elle se traduit aujourd'hui par la réunification capitaliste de l'Allemagne, par l'édification d'une Europe impérialiste, le refoulement de la révolution dans les zones de conflits dits régionaux, avec la bénédiction de la bureaucratie soviétique, et par leurs visées de reconquête des marchés à l'Est.

Toutefois, les revers subis par le mouvement ouvrier international n'ont pris nulle part la dimension d'une défaite historique. Les rapports de forces demeurent instables. Les réserves de résistance sociale, malgré la désorganisation du mouvement ouvrier traditionnel dans les métropoles impérialistes, demeurent importantes. La situation du mouvement ouvrier dans les principaux centres impérialistes se répercute fortement sur les autres fronts, au moment où la crise des économies planifiées, longtemps identifiées avec le socialisme, plonge de nombreux mouvements révolutionnaires dans la perplexité.

Pour que cet équilibre bascule dans un sens ou dans l'autre, il faudrait que la bourgeoisie remporte des victoires écrasantes dans des pays impérialistes clefs, ou qu'elle parvienne à enfoncer les résistances qui se manifesteront aux effets de l'économie de marché à l'Est. Il pourrait aussi se retourner rapidement si un

rebondissement de la crise coïncidait avec une entrée en action indépendante des travailleurs dans certains pays de l'Est, et notamment en URSS. Dans une telle perspective les développements en URSS, en Chine, en Allemagne, joueront un rôle déterminant.

7. Malgré les explosions ponctuelles dans les secteurs les plus directement touchés par la crise, la bourgeoisie des pays impérialistes a, dans la décennie 1980, repris l'initiative (segmentation du marché du travail, flexibilité, recul global de la syndicalisation et de la conscience de classe). Une reprise des luttes sociales s'est dessinée en Europe dans la fin des années quatre-vingt (beaucoup moins aux États-Unis et au Japon), mais elle a été amortie par les capacités de négociations et les ressources des bourgeoisies centrales grâce à la reprise. Il ne s'est pas produit de dynamique cumulative de reconstitution d'une avant-garde : isolement des forces révolutionnaires, faiblesse ou défaite des oppositions de gauche dans les partis traditionnels et dans les syndicats. La désaffection électorale s'exprime par l'abstention et la montée des verts, mais aussi par la montée dans plusieurs pays d'une extrême droite agressive.

A la différence des années cinquante, cette extrême droite n'exprime pas seulement la rancœur d'une petite bourgeoisie traditionnelle condamnée par la modernisation, mais aussi le désarroi de certains secteurs de la classe ouvrière. Dans ces conditions, la lutte contre le racisme et la xénophobie est une tâche centrale et de longue haleine.

8. Les reculs infligés aux classes ouvrières des métropoles impérialistes, les compromis acceptés par leurs directions réformistes, l'introduction de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation du travail, ont permis d'accroître les différences de productivité du travail au détriment des pays dépendants et des économies planifiées. L'accentuation de la concurrence internationale pèse plus lourdement sur les conditions de vie des travailleurs de ces pays.

● Dans les États ouvriers bureaucratés, on n'assiste encore qu'à un tout début de réorganisation indépendante du mouvement ouvrier, apparemment plus massive en URSS (exemple, la grève des mineurs). La question reste de savoir comment vont s'établir les rapports de forces dans le cadre de cette réorganisation, et

à quel rythme : le processus de formation de la conscience de classe ne peut pas être le même dans une situation où le capitalisme est contesté en son centre par des millions de grévistes et par un puissant mouvement antiguerre (comme ce fut le cas à la fin des années soixante), et dans une situation comme celle d'aujourd'hui, caractérisée par des luttes défensives, dispersées, sans projet de transformation sociale.

● Dans les pays du tiers-monde, les explosions sociales violentes expriment des situations profondément différenciées. Au Brésil, en Afrique du Sud, en Corée, existe un nouveau prolétariat combatif. En revanche, dans d'autres pays, prédominent la désindustrialisation, l'essor du secteur informel, la marginalité urbaine. Dans une économie mondiale plus internationalisée que jamais, le populisme traditionnel est dans l'impasse. Dans certains pays son déclin favorise la montée en puissance d'un populisme religieux réactionnaire ou d'un chauvinisme désespéré. Du point de vue de la réorganisation de l'avant-garde, l'effondrement du prétendu « camp » socialiste appelle désormais des reclassements d'ampleur.

Revue *Quatrième Internationale*,
juin 1990-février 1991